

37*. Recommendation relative à la condition de l'artiste [=UNESCO - Raccomandazione concernente lo status degli artisti, adottata a Belgrado il 28 ottobre 1980].

Storia: questa risoluzione è stata adottata dalla XXI sessione della Conferenza generale dell'UNESCO tenutasi a Belgrado dal 23 settembre 1980 al 28 ottobre 1980.

Altre notizie: le lingue ufficiali sono il francese, l'inglese e lo spagnolo; i testi qui pubblicati sono ripresi dal sito UNESCO www.unesco.org/general/eng/legal/index.shtml; da questo sito sono tratte anche le notizie qui fornite.

a) Testo francese.

Recommendation relative à la condition de l'artiste.

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Belgrade du 23 septembre au 28 octobre 1980. en sa vingt et unième session,

Rappelant qu'aux termes de l'article premier de son Acte constitutif, l'Unesco a pour but de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les peuples,

Rappelant les termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et en particulier les articles 22, 23, 24, 25, 27 et 28 qui sont cités en annexe à la présente Recommendation,

Rappelant les termes du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies et en particulier ses articles 6 et 15 qui sont cités en annexe à la présente Recommendation, et la nécessité d'adopter les mesures appropriées à la préservation, au développement et à la diffusion de la culture afin d'assurer le plein exercice de ces droits,

Rappelant la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa quatorzième session et notamment ses articles III et IV qui sont cités en annexe à la présente Recommendation, ainsi que la Recommendation concernant la participation et la contribution des masses populaires à la vie culturelle, adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa dix-neuvième session,

Reconnaissant que, dans leur acception la plus complète et la plus large les arts font et doivent faire partie intégrante de la vie et qu'il est nécessaire et approprié que les gouvernements contribuent à instituer et à maintenir non seulement un climat propice à la liberté d'expression artistique, mais aussi les conditions matérielles facilitant l'expression de ce talent créateur,

Reconnaissant que tout artiste a le droit de bénéficier effectivement des sécurités et assurances sociales prévues par les textes fondamentaux, déclarations, pacte et recommandation susmentionnés,

Considérant que l'artiste joue un rôle important dans la vie et l'évolution de la société et qu'il devrait avoir la possibilité de contribuer à son développement et d'exercer, au même titre que tous les autres citoyens, ses responsabilités, tout en préservant son inspiration créatrice et sa liberté d'expression,

Reconnaissant en outre que l'évolution culturelle, technologique, économique, sociale et politique de la société exerce une influence sur la condition de l'artiste et que, en conséquence, il devient nécessaire de procéder à une révision de son statut qui tiendrait compte du progrès social dans le monde,

Affirmant les droits de l'artiste à être considéré, s'il le désire, comme un travailleur culturel et à bénéficier, en conséquence, de tous les avantages juridiques, sociaux et économiques afférents à la condition de travailleur, compte tenu des particularités qui peuvent s'attacher à sa condition d'artiste,

Affirmant d'autre part la nécessité d'améliorer les conditions de travail et de sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives à la fiscalité, qui sont faites à l'artiste, qu'il soit salarié ou non, compte tenu de la contribution qu'il apporte au développement culturel,

Rappelant l'importance, universellement reconnue sur le plan national et international, de la préservation et de la promotion de l'identité culturelle, et du rôle, dans ce domaine, des artistes qui perpétuent les arts traditionnels ou interprètent le folklore national,

Reconnaissant que la vigueur et la vitalité des arts dépendent notamment du bien-être des artistes en tant qu'individus et en tant que collectivité,

Rappelant les conventions et recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui ont reconnu les droits des travailleurs en général et, en conséquence, les droits des artistes, et plus particulièrement les conventions et recommandations dont la liste figure en appendice à la présente Recommandation,

Prenant note cependant que certaines normes de l'OIT permettent des dérogations ou même excluent formellement les artistes, ou certaines catégories d'entre eux, en raison des conditions spéciales de l'activité artistique, et qu'il faut en conséquence étendre le champ d'application de ces normes et les compléter par d'autres,

Considérant en outre que la qualité de travailleur culturel qui est reconnue à l'artiste ne doit porter aucune atteinte à sa liberté de création, d'expression et de communication et doit, au contraire, lui assurer sa dignité et son intégrité,

Convaincu qu'une action des pouvoirs publics devient nécessaire et urgente pour porter remède à la situation préoccupante des artistes constatée dans une grande partie des États membres, notamment du point de vue des droits de l'homme et des conditions économiques et sociales et de l'emploi. afin que les artistes bénéficient des conditions nécessaires au développement et à l'épanouissement de leurs talents ainsi qu'au rôle qu'ils peuvent jouer dans la conception et la mise en œuvre des politiques et de l'animation culturelle des collectivités et des pays et dans l'amélioration de la qualité de la vie,

Considérant que l'art a un rôle important à jouer dans l'éducation et que par leurs œuvres les artistes peuvent exercer une influence sur la conception que la population tout entière et, plus particulièrement, la jeunesse. peut avoir du monde,

Considérant que les artistes doivent pouvoir étudier et, si nécessaire, assurer collectivement la défense de leurs intérêts communs et que, en conséquence. ils doivent avoir le droit d'être reconnus comme une catégorie professionnelle et de constituer des organisations syndicales ou professionnelles,

Considérant que le développement des arts, le respect qui leur est accordé et la promotion de l'éducation artistique dépendent notamment de la créativité des artistes,

Consciente de la nature complexe de l'activité artistique et des formes différentes qu'elle revêt et, en particulier, de l'importance, pour les conditions de vie et de développement du talent des artistes, de la protection de leurs droits moraux et matériels sur leurs œuvres, interprétations, exécutions ou prestations et sur l'utilisation qui en est faite, ainsi que de la nécessité d'étendre et de renforcer cette protection,

Considérant la nécessité de s'efforcer de tenir compte autant que possible de l'opinion des artistes, ainsi que du public en général, dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques culturelles et à cette fin, de leur donner les moyens d'une action efficace,

Considérant que l'expression artistique actuelle se manifeste dans les espaces publics et que ceux-ci devraient être aménagés en tenant compte de l'avis des artistes concernés,

Considérant en conséquence qu'une étroite collaboration entre architectes, maîtres d'œuvre et artistes devrait être réalisée afin de définir une esthétique de la rue qui réponde aux exigences de communication et contribue efficacement à établir de nouvelles et réelles relations entre le public et son cadre de vie,

Tenant compte de la diversité de la situation des artistes dans les différents pays et au sein des communautés où ils sont appelés à développer leurs talents ainsi que des significations différentes de leurs œuvres selon les sociétés où elles sont produites,

Convaincue cependant, qu'en dépit de ces différences, des questions analogues se posent dans tous les pays en ce qui concerne la condition de l'artiste, lesquelles demandent une volonté et une inspiration communes pour leur solution et pour l'amélioration de la condition de l'artiste qui fait l'objet de la présente Recommandation,

Prenant note des dispositions des conventions internationales en vigueur relatives notamment à la propriété littéraire et artistique, en particulier les Conventions universelle et de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, et à la protection des droits des interprètes ou exécutants, des résolutions de la Conférence générale et des recommandations faites par les conférences intergouvernementales de l'Unesco sur les politiques culturelles, ainsi que des conventions et recommandations adoptées par l'OIT dont la liste figure en appendice à la présente Recommandation,

Etant saisie de propositions concernant la condition de l'artiste, question qui constitue le point 31 de l'ordre du jour de la présente session,

Après avoir décidé lors de sa vingtième session, que cette question ferait l'objet d'une recommandation aux États membres,

Adopte ce vingt-septième jour d'octobre 1980 la présente Recommandation:

La Conférence générale recommande aux États membres d'appliquer les dispositions ci-après, en adoptant, sous forme de loi nationale ou autrement, suivant la particularité des questions traitées et les dispositions constitutionnelles respectives, des mesures en vue de donner effet, dans les territoires sous leur juridiction, aux principes et aux normes énoncés dans la présente Recommandation.

Pour les États qui ont un régime constitutionnel fédéral ou non unitaire, la Conférence générale recommande qu'en ce qui concerne les dispositions de la présente Recommandation dont l'application relève de l'action législative de chacun des États, pays, provinces ou cantons constituant ou toute autre subdivision territoriale et politique, qui ne sont pas, en vertu du système constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral soit invité à porter, avec avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des États, pays, provinces ou cantons.

La Conférence générale recommande aux États membres de porter la présente Recommandation à la connaissance des autorités, institutions et organisations qui peuvent contribuer à l'amélioration de la condition de l'artiste et stimuler la participation des artistes à la vie et au développement culturels.

La Conférence générale recommande que les États membres lui fassent rapport, aux dates et de la manière qu'elle déterminera, sur la suite qu'ils auront donnée à cette Recommandation.

I. Définitions. – Aux fins de la présente Recommandation:

1. On entend par 'artiste' toute personne qui crée ou participe par son interprétation à la création ou à la recreation d'œuvres d'art qui considère sa création artistique comme un élément essentiel de sa vie, qui ainsi contribue au développement de l'art et de la culture, et qui est reconnue ou cherche à être reconnue en tant qu'artiste, qu'elle soit liée ou non par une relation de travail ou d'association quelconque.

2. Le mot 'condition' désigne, d'une part, la position que, sur le plan moral, l'on reconnaît aux artistes définis ci-dessus dans la société sur la base de l'importance attribuée au rôle qu'ils sont appelés à jouer, et, d'autre part, la reconnaissance des libertés et des droits, y compris les droits moraux, économiques et sociaux, notamment en matière de revenus et de sécurité sociale, dont les artistes doivent bénéficier.

II. Champ d'application. – La présente Recommandation s'applique à tous les artistes définis au paragraphe 1.1, quelle que soit la discipline ou la forme d'art que ces artistes pratiquent. Elle s'applique, entre autres, à tous les artistes auteurs et créateurs au sens de la Convention universelle sur le droit d'auteur et de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, ainsi qu'aux exécutants et interprètes au sens de la Convention de Rome sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion.

III. Principes directeurs. – 1. Les États membres, reconnaissant que l'art reflète, conserve et enrichit l'identité culturelle et le patrimoine spirituel des différentes sociétés, constitue un mode universel d'expression et de communication et rappelle à chacun le sentiment d'appartenance à la communauté humaine, comme dénominateur commun des différences ethniques, culturelles ou religieuses, devraient, en conséquence et à ces fins, assurer l'accès à l'art de l'ensemble de la population.

2. Les États membres devraient encourager toute activité destinée à mettre en valeur la contribution des artistes au développement culturel, en particulier par les moyens de communication de masse et par l'enseignement, ainsi qu'à l'utilisation culturelle du temps libre.

3. Les États membres, reconnaissant le rôle essentiel de l'art dans la vie et le développement de la personne et de la société, se doivent en conséquence de protéger, défendre et aider les artistes et leur liberté de création. A cet effet, ils prendront toute mesure utile pour stimuler la création artistique et l'éclosion des talents, notamment par l'adoption de mesures susceptibles d'assurer la liberté de l'artiste, faute de quoi celui-ci ne saurait répondre à sa mission, et de renforcer son statut par la reconnaissance de son droit de jouir du fruit de son travail. Ils s'efforceront par toutes mesures appropriées d'augmenter la participation de l'artiste aux décisions concernant la qualité de la vie. Par tous les moyens dont ils disposent, les États membres devraient démontrer et confirmer que les activités artistiques ont un rôle à jouer dans l'effort de développement global des

nations pour constituer une société plus humaine et plus juste et pour parvenir à une vie en commun pacifiée et spirituellement dense.

4. Les États membres devraient assurer aux artistes, pour autant que nécessaire, par les mesures législatives et réglementaires appropriées, la liberté et le droit de constituer les organisations syndicales et professionnelles de leur choix ainsi que de s'affilier à ces organisations, s'ils le désirent, et faire en sorte que les organisations représentant les artistes aient la possibilité de participer à l'élaboration des politiques culturelles et des politiques d'emploi, y compris la formation professionnelle des artistes, ainsi qu'à la détermination de leurs conditions de travail.

5. A tous les échelons appropriés de la planification nationale en général et de la planification dans le domaine culturel en particulier, les États membres devraient notamment, par une coordination étroite de leurs politiques en matière de culture, d'éducation et d'emploi, prendre toute mesure destinée à définir une politique d'aide et de soutien matériel et moral aux artistes, et veiller à ce que l'opinion publique soit informée de la justification et de la nécessité de cette politique. A cet effet, l'enseignement doit faire la place qui lui revient à l'éveil de la sensibilité artistique afin de former des publics en mesure d'apprécier les productions des artistes. Sans préjudice des droits qui doivent leur être reconnus au titre de la législation sur le droit d'auteur, y compris du droit de suite lorsqu'il n'y est pas inclus, et sur les droits voisins, les artistes devraient bénéficier d'une condition équitable et leur profession doit être entourée de la considération qu'elle mérite. Leurs conditions de travail et d'emploi devraient être telles qu'elles permettent aux artistes qui le souhaitent de se consacrer pleinement à leurs activités artistiques.

6. La liberté d'expression et de communication étant la condition essentielle de toute activité artistique, les États membres devraient veiller à ce que les artistes bénéficient sans équivoque de la protection prévue en la matière par la législation internationale et nationale relative aux droits de l'homme.

7. Compte tenu du rôle de l'activité et de la création artistiques dans le développement culturel et global des nations, les États membres devraient créer les conditions susceptibles de permettre aux artistes de participer pleinement, à titre individuel ou par l'intermédiaire des organisations syndicales et professionnelles, à la vie des collectivités où ils exercent leur art. Ils devraient associer les artistes à l'élaboration des politiques culturelles locales et nationales, soulignant ainsi leur contribution importante dans leur propre société comme dans la perspective du progrès général de l'humanité.

8. Les États membres devraient faire en sorte que toute personne, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de condition économique ou de naissance, jouisse de la même possibilité d'acquérir et de développer la formation nécessaire à l'épanouissement et à l'exercice de ses talents artistiques, ainsi que d'obtenir un emploi et d'exercer sa profession sans discrimination.

IV. La vocation et la formation de l'artiste. – 1. Les États membres devraient encourager, notamment dans les écoles et dès le plus jeune âge, toute mesure utile mettant en valeur la création artistique, ainsi que la découverte et l'affirmation des vocations artistiques, sans pour autant perdre de vue que, pour être efficace, la stimulation de la créativité artistique exige que les talents reçoivent la formation professionnelle nécessaire pour parvenir à des œuvres de qualité. A cette fin, les États membres devraient:

a) Adopter toutes les dispositions nécessaires en vue d'assurer un enseignement susceptible de stimuler les manifestations des vocations et des talents;

b) Adopter, en y associant les artistes, toute mesure utile pour que l'enseignement fasse la place qui lui revient à l'éveil de la sensibilité artistique et contribue ainsi à la formation de publics ouverts à l'expression de l'art sous toutes ses formes;

c) Adopter toute mesure utile chaque fois que cela s'avère possible, en vue de la création ou du développement de l'enseignement de disciplines artistiques particulières;

d) Chercher par des encouragements, tels que l'octroi de bourses ou de congés d'éducation payés, à obtenir que les artistes aient la possibilité de mettre à jour leurs connaissances dans leur discipline ou dans des spécialités et domaines voisins, de se perfectionner sur le plan technique, d'établir des contacts favorables à la créativité et de se recycler afin de pouvoir accéder à d'autres branches de l'activité artistique et y travailler. A ces fins, les États membres devraient accorder les facilités appropriées et veiller à ce que celles qui existent déjà soient, pour autant que nécessaire, améliorées et développées;

e) Adopter et développer des politiques et programmes d'ensemble coordonnés d'orientation et de formation professionnelles qui tiendraient compte de la situation particulière des artistes en matière d'emploi, de manière que ceux-ci puissent entrer, le cas échéant, dans d'autres secteurs d'activité;

f) Stimuler la participation des artistes aux activités de restauration, conservation et utilisation du patrimoine culturel au sens large du mot, et assurer à l'artiste des moyens de transmettre aux générations futures les connaissances et le savoir-faire artistiques dont il est le dépositaire;

g) Reconnaître l'importance dans le domaine de la formation artistique ou artisanale des formes traditionnelles de la transmission du savoir et en particulier des mesures initiatiques pratiquées par diverses communautés, et prendre toute mesure pour les protéger et les encourager;

h) Reconnaître que l'enseignement artistique ne doit pas être séparé de la pratique de l'art vivant et veiller à orienter cet enseignement de telle sorte que les établissements culturels tels que les théâtres ateliers d'arts plastiques, instituts de radio-télévision, etc., jouent un rôle important dans ce type de formation et d'apprentissage;

i) Prendre plus particulièrement en considération le développement de la créativité féminine et favoriser les groupements et organisations qui ont pour objectif de promouvoir le rôle des femmes dans les diverses branches de l'activité artistique;

j) Reconnaître que la vie artistique et la pratique des arts ont une dimension internationale et accorder en conséquence à ceux qui se consacrent aux activités artistiques tous les moyens, et en particulier des bourses de voyages et d'études susceptibles de leur permettre un contact vivant et profond avec les autres cultures;

k) Prendre toute mesure utile afin de favoriser le libre mouvement des artistes sur le plan international et de ne pas entraver la possibilité des artistes d'exercer leur art dans le pays de leur choix, en veillant toutefois à ce qu'ils ne portent pas préjudice au développement de talents endogènes et aux conditions de travail et d'emploi des artistes nationaux;

l) Accorder une attention particulière aux besoins des artistes traditionnels pour leur faciliter, notamment, voyages à l'intérieur et hors des frontières de leur pays, au service du développement des traditions locales.

2. Dans la mesure du possible, sans porter préjudice à la liberté et à l'indépendance dont les artistes et les éducateurs doivent bénéficier, les États membres devraient prendre et soutenir des initiatives destinées à donner aux artistes pendant leur formation une conscience plus authentique de l'identité culturelle de leur communauté, y compris de la culture traditionnelle et du folklore, et de contribuer ainsi à l'affirmation ou à la redécouverte de cette identité culturelle et de ces cultures.

V. Statut social. – Les États membres devraient promouvoir et protéger le statut de l'artiste en encourageant les activités artistiques, y compris l'innovation et la recherche, comme des services rendus à la collectivité. Ils devraient assurer les conditions nécessaires au respect et à l'épanouissement de l'œuvre de l'artiste et les garanties économiques auxquelles l'artiste a droit en tant que travailleur culturel. Les États Membres devraient:

1. Accorder aux artistes une reconnaissance publique dans la forme qui convient le mieux à leur milieu culturel respectif et établir, là où il n'existe pas encore ou demeure inadéquat, un système susceptible d'accorder à l'artiste le prestige auquel il est en droit de prétendre;

2. Veiller à ce que l'artiste bénéficie des droits et de la protection prévus par la législation internationale et nationale relative aux droits de l'homme;

3. S'efforcer de prendre les mesures utiles pour que les artistes bénéficient des droits conférés à une catégorie comparable de la population active par la législation nationale et internationale en matière d'emploi, de conditions de vie et de travail, et veiller à ce que l'artiste dit indépendant bénéficie dans des limites raisonnables d'une protection en matière de revenus et de sécurité sociale;

4. Reconnaître l'importance de la protection internationale des droits des artistes aux termes des conventions existantes et en particulier de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, de la Convention universelle sur le droit d'auteur et de la Convention de Rome sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, et prendre toute mesure utile dans le but d'en étendre le champ d'application, la portée et l'efficacité, notamment, pour les États membres qui n'y ont pas encore adhéré, en étudiant la possibilité d'y apporter leur adhésion;

5. Reconnaître le droit aux organisations professionnelles et syndicats d'artistes de représenter et de défendre les intérêts de leurs membres, et leur accorder la possibilité de conseiller les autorités publiques sur les mesures à prendre pour stimuler l'activité artistique et assurer sa protection et son développement.

VI. L'emploi, les conditions de travail et de vie de l'artiste; organisations professionnelles et syndicales. – 1. Les États membres, conscients de la nécessité de renforcer le prestige social des artistes en leur accordant sur le plan moral et matériel le soutien convenable en vue de remédier à leurs difficultés, sont invités à :

a) Envisager des mesures pour soutenir les artistes au début de leur carrière, notamment dans la période initiale où ils tentent de se consacrer totalement à leur art;

b) Encourager l'emploi des artistes dans leur discipline, notamment en consacrant une part des dépenses publiques à des travaux artistiques;

c) Promouvoir les activités artistiques dans le cadre du développement et stimuler la demande publique et privée pour les fruits de l'activité artistique afin d'accroître l'offre d'emplois rémunérés pour les artistes, notamment par voie de subventions à des institutions artistiques et de commandes à des artistes et par l'organisation d'événements artistiques sur le plan local, régional ou national ainsi que par la création de fonds des arts;

d) Déterminer les emplois rémunérateurs susceptibles d'être confiés à des artistes sans porter atteinte à leur créativité, à leur vocation et à leur liberté d'expression et de communication, et permettre en particulier:

i) L'intégration d'artistes dans les catégories appropriées de l'enseignement et des services sociaux aux niveaux national et local, ainsi que dans les bibliothèques, les musées, les conservatoires et autres institutions publiques;

ii) L'accroissement de la participation des poètes et des écrivains à l'effort général de traduction des littératures étrangères;

e) Encourager le développement des infrastructures nécessaires (musées, salles de concert, théâtres ou tout autre espace) propres à favoriser la diffusion des arts et la rencontre des artistes avec le public;

f) Étudier la possibilité de mettre en place, dans le cadre de la politique ou des services de l'emploi, des mécanismes capables d'aider les artistes à trouver des emplois ainsi que celle d'adhérer à la Convention sur les bureaux de placement payants (révisée) n° 96 de l'Organisation internationale du travail, citée à l'appendice de la présente Recommandation.

2. Dans le cadre d'une politique générale de la stimulation de la créativité artistique de développement culturel et de promotion et d'amélioration des conditions d'emploi. et chaque fois que c'est possible, réalisable et dans l'intérêt de l'artiste, les États membres sont invités à :

a) Encourager et faciliter l'application des normes définies au profit de divers groupes de la population active aux artistes en assurant à ceux-ci le bénéfice de tous les droits accordés aux groupes correspondants en matière de condition de travail;

b) Rechercher les moyens d'étendre aux artistes la protection juridique concernant les conditions de travail et d'emploi telle qu'elle a été définie par les normes de l'Organisation internationale du travail et, en particulier, les normes relatives:

i) Aux heures de travail, au repos hebdomadaire et aux congés payés, dans tous les domaines ou activités et notamment pour les artistes interprètes ou exécutants en prenant en considération les heures consacrées aux déplacements et aux répétitions au même titre que celles d'exécution publique ou de représentation;

ii) A la protection de la vie, de la santé et du milieu de travail;

c) Prendre en considération, concernant les locaux où ils travaillent et tout en veillant à sauvegarder le patrimoine architectural et la qualité de l'environnement ainsi que les normes relatives à l'hygiène et à la sécurité, les problèmes particuliers des artistes dans l'application des règlements relatifs aux aménagements de leurs locaux, lorsque cela est dans l'intérêt de l'activité artistique;

d) Prévoir, pour autant que nécessaire lorsque les normes relatives aux questions mentionnées dans le paragraphe 2 (b) (i) de la présente section ne peuvent être respectées, pour des raisons tenant à la nature de l'activité artistique entreprise ou au statut professionnel des formes appropriées de compensation en faveur de l'artiste, de préférence en consultation avec les organisations représentant les artistes et leurs employeurs;

e) Tenir compte du fait que les systèmes de participation sous forme de salaires différés ou de participation aux bénéfices de la production, peuvent léser les droits des

artistes du point de vue de leurs revenus réels et de leurs garanties sociales, et adopter en conséquence les mesures propres à préserver ces droits.

3. Dans le cadre d'une prise en considération spécifique de l'enfant artiste, les États membres sont invités à tenir compte des dispositions de la Déclaration des droits de l'enfant des Nations Unies.

4. Reconnaisant le rôle que les organisations professionnelles et syndicales jouent dans la défense des conditions d'emploi et de travail, les États membres sont invités à prendre des mesures appropriées en vue de:

a) Respecter et faire respecter les normes relatives à la liberté syndicale, au droit d'association et à la négociation collective énoncées dans les conventions internationales du travail figurant en appendice à la présente Recommandation, et faire en sorte que ces normes, ainsi que les principes généraux sur lesquels elles se fondent, s'appliquent aux artistes;

b) Encourager la libre création de telles organisations dans les domaines où elles n'existent pas;

c) Donner la possibilité, sans porter atteinte au droit et à la liberté d'association à toutes les organisations nationales ou internationales d'artistes, de remplir pleinement leur rôle

5. Les États membres sont invités à s'efforcer, dans leurs environnements culturels respectifs d'offrir aux artistes salariés ou indépendants la même protection sociale que celle qui est habituellement accordée aux autres catégories de travailleurs salariés ou indépendants. Des mesures devraient être prévues pour étendre la protection sociale appropriée aux membres des familles à charge. Le système de sécurité sociale que les États membres seraient conduits à adopter, améliorer ou compléter devrait tenir compte de la spécificité de l'activité artistique, caractérisée par l'intermittence de l'emploi et des variations brusques de revenus de beaucoup d'artistes, sans impliquer pour autant une limitation de la liberté de créer, d'éditer et de diffuser leurs œuvres. Dans ce contexte, les États membres sont invités à envisager l'adoption de modes de financement spéciaux de la sécurité sociale des artistes, par exemple en faisant appel à des formes nouvelles de participation financière soit des pouvoirs publics, soit des entreprises qui commercialisent ou exploitent les services ou les œuvres d'artistes.

6. Les États membres, reconnaissant de façon générale le retard des législations nationales et internationales concernant le statut de l'artiste vis-à-vis du progrès technique général, de l'essor des moyens de communication de masse, de la reproduction mécanique de l'œuvre d'art, des interprétations et des exécutions, de la formation des publics et du rôle décisif de l'industrie culturelle sont invités, pour autant que nécessaire, à prendre des mesures appropriées afin de:

a) Veiller à ce que l'artiste soit rémunéré pour la distribution et l'exploitation commerciale de son œuvre et prendre des dispositions pour que l'artiste en garde le contrôle face aux risques d'exploitation, de modification ou de distribution non autorisées;

b) Prévoir, autant que possible, un système garantissant les droits moraux et matériels exclusifs des artistes à l'égard de tout préjudice lié au développement technique des nouveaux moyens de communication et de reproduction et des industries culturelles. Il s'agit, en particulier, d'établir les droits des interprètes et exécutants, y compris des artistes de cirque, de variétés et des marionnettistes. Ce faisant il conviendra de tenir compte des dispositions de la Convention de Rome et, en ce qui concerne les problèmes issus de l'introduction de la diffusion par cible et des vidéogrammes, de la Recommandation adoptée en 1979 par le Comité intergouvernemental de la Convention de Rome;

c) Compenser les dommages que les artistes auraient à subir du fait du développement technique des nouveaux moyens de communication et de reproduction et des industries culturelles, en favorisant, par exemple, la publicité et la diffusion de leurs œuvres et la création d'emplois;

d) Veiller à ce que les industries culturelles bénéficiaires des changements technologiques, notamment les organismes de radio-télévision et les entreprises de reproduction mécanique, participent aux efforts d'encouragement et de stimulation de la création artistique, notamment sous forme de créations d'emplois, de publicité, de diffusion, de paiement de droits et de tout autre moyen jugé équitable pour les artistes;

e) Aider les artistes et les organisations d'artistes à remédier aux effets de nouvelles technologies préjudiciables à l'emploi ou aux possibilités de travail des artistes.

7. a) Les États membres, convaincus du caractère aléatoire des revenus des artistes et de leurs fluctuations brusques, de la spécificité de l'activité artistique, ainsi que

du fait que nombre de métiers artistiques ne peuvent être exercés que pour une période relativement brève de la vie, sont invités à prévoir pour certaines catégories d'artistes l'octroi d'un droit de pension en fonction de la durée de leur carrière et non de l'âge, et à veiller à ce que le système fiscal prenne en compte les conditions particulières de leur travail et de leur activité;

b) Pour préserver la santé et prolonger l'activité professionnelle de certaines catégories d'artistes (par exemple, membres de corps de ballet, danseurs, chanteurs), les États membres sont invités à prévoir à leur intention une assistance médicale adéquate non seulement en cas d'incapacité de travail, mais aussi aux fins de prévention des maladies, et à envisager la possibilité d'entreprendre des recherches sur les problèmes de santé particuliers aux professions artistiques;

c) Une œuvre d'art ne devant être considérée ni comme un bien de consommation ni comme un bien d'investissement, les États membres sont invités à envisager de lever toute taxation indirecte frappant le prix d'une œuvre d'art ou d'une représentation artistique au niveau de sa création, de sa diffusion ou de sa première vente, et ce, dans l'intérêt des artistes ou du développement des arts.

8. Vu l'importance croissante des échanges internationaux d'œuvres d'art et des contacts entre artistes et la nécessité de les encourager, les États membres, séparément ou collectivement et sans porter préjudice au développement des cultures nationales, sont invités à :

a) Assurer une circulation plus libre de ces œuvres en adoptant, entre autres, des pratiques douanières plus souples, et en accordant des dérogations en matière de droits de douane, notamment en ce qui concerne l'importation temporaire;

b) Prendre des mesures pour encourager les voyages et les échanges internationaux d'artistes, en prenant en considération les besoins des artistes nationaux en tournée.

VII. Politiques culturelles et participation. – Les États membres devraient s'efforcer, conformément aux paragraphes III.7 et V.5 de la présente Recommandation, de prendre les mesures appropriées pour tenir compte de l'opinion des artistes et des organisations professionnelles et syndicales qui les représentent ainsi que de celle de l'ensemble de la population, dans l'esprit de la Recommandation de l'Unesco concernant la participation et la contribution des masses populaires à la vie culturelle, dans la formulation et dans l'exécution de leur politique culturelle. A cette fin, ils sont invités à prendre les mesures nécessaires pour que les artistes et leurs organisations participent aux délibérations, à la prise des décisions, puis à l'application de mesures visant notamment à :

a) Améliorer la situation de l'artiste dans la société, par toute mesure concernant les conditions d'emploi, de travail et de vie de l'artiste, la fourniture par les pouvoirs publics d'appuis matériels et moraux aux activités artistiques et la formation professionnelle de l'artiste;

b) Promouvoir la culture et les arts dans la collectivité, par exemple, par toute mesure concernant le développement culturel, la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel (y compris le folklore et les autres activités des artistes traditionnels), l'identité culturelle, certains aspects des problèmes d'environnement et d'utilisation des loisirs, et la place de la culture et des arts dans l'éducation;

c) Encourager la coopération culturelle internationale, par exemple par toute mesure concernant la diffusion et la traduction des œuvres, les échanges d'œuvres et de personnes et l'organisation de manifestations culturelles régionales ou internationales.

VIII. Utilisation et mise en œuvre de la présente Recommandation. – 1. Les États membres devraient s'efforcer d'élargir et de compléter leur propre action en ce qui concerne la condition de l'artiste, en coopérant avec tous les organismes nationaux ou internationaux dont l'activité est en rapport avec les objectifs de la présente Recommandation, en particulier avec les commissions nationales de l'Unesco et les organisations nationales et internationales d'artistes, le Bureau international du travail et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

2. Les États membres devraient, par les moyens les plus appropriés soutenir l'action des organismes précités qui représentent les artistes et s'assurer leur coopération professionnelle pour permettre aux artistes de bénéficier des dispositions de la présente Recommandation et se voir reconnaître la condition qui en fait l'objet.

IX. Avantages acquis. – Lorsque les artistes jouissent, dans certains domaines, d'une condition plus favorable que celle qui résulte des dispositions de la présente Recommandation, ces dispositions ne devront, en aucun cas, être invoquées pour revenir sur les avantages déjà acquis ou les affecter directement ou indirectement.

b) Testo inglese.

Recommendation concerning the Status of the Artist

The General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, meeting in Belgrade from 23 September to 28 October 1980 at its twenty-first session,

Recalling that, under the terms of Article 1 of its Constitution, the purpose of the Organization is to contribute to peace and security by promoting collaboration among the nations through education, science and culture in order to further universal respect for justice, for the rule and for the human rights and fundamental freedoms which are affirmed for the peoples of the world, without distinction of race, sex, language or religion, by the Charter of the United Nations,

Recalling the terms of the Universal Declaration of Human Rights, and particularly Articles 22, 23, 24, 25, 27 and 28 thereof, quoted in the annex to this Recommendation,

Recalling the terms of the United Nations International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, particularly its Articles 6 and 15, quoted in the annex to this Recommendation, and the need to adapt the necessary measures for the preservation, development and dissemination of culture, with a view to ensuring the full exercise of these rights,

Recalling the Declaration of the Principles of International Cultural Co-operation, adapted by the General Conference of UNESCO at its fourteenth session, particularly its Articles III and IV, which are quoted in the annex to this Recommendation, as well as the Recommendation on Participation by the People at Large in Cultural Life and their Contribution to it, adopted by the General Conference of UNESCO at its nineteenth session,

Recognizing that the arts in their fullest and broadest definition are and should be an integral part of life and that it is necessary and appropriate for governments to help create and sustain not only a climate encouraging freedom of artistic expression but also the material conditions facilitating the release of this creative talent,

Recognizing that every artist is entitled to benefit effectively from the social security and insurance provisions contained in the basic texts, Declarations, Covenant and Recommendation mentioned above,

Considering that the artist plays an important role in the life and evolution of society and that he should be given the opportunity to contribute to society's development and, as any other citizen, to exercise his responsibilities therein, while preserving his creative inspiration and freedom of expression,

Further recognizing that the cultural, technological, economic, social and political development of society influences the status of the artist and that it is consequently necessary to review his status, taking account of social progress in the world,

Affirming the right of the artist to be considered, if he so wishes, as a person actively engaged in cultural work and consequently to benefit, taking account of the particular conditions of his artistic profession, from all the legal, social and economic advantages pertaining to the status of workers,

Affirming further the need to improve the social security, labour and tax conditions of the artist, whether employed or self-employed, taking into account the contribution to cultural development which the artist makes,

Recalling the importance, universally acknowledged both nationally and internationally, of the preservation and promotion of cultural identity and of the role in this field of artists who perpetuate the practice of traditional arts and also interpret a nation's folklore,

Recognizing that the vigour and vitality of the arts depend, inter alia, on the well-being of artists both individually and collectively,

Recalling the conventions and recommendations of the International Labour Organisation (ILO) which have recognized the rights of workers in general and, hence, the rights of artists and, in particular, the conventions and recommendations listed in the appendix to this Recommendation,

Taking note, however, that some of the International Labour Organisation standards allow for derogations or even expressly exclude artists, or certain categories of them, owing to the special conditions in which artistic activity takes place, and that it is consequently necessary to extend their field of application and to supplement them by other standards,

Considering further that this recognition of their status as persons actively engaged in cultural work should in no way compromise their freedom of creativity, expression and communication but should, on the contrary, confirm their dignity and integrity,

Convinced that action by the public authorities is becoming necessary and urgent in order to remedy the disquieting situation of artists in a large number of Member States, particularly with regard to human rights, economic and social circumstances and their conditions of employment, with a view to providing artists with the conditions necessary for the development and flowering of their talents and appropriate to the role that they are able to play in the planning and implementation of cultural policies and cultural development activities of communities and countries and in the improvement of the quality of life,

Considering that art plays an important part in education and that artists, by their works, may influence the conception of the world held by all people, and particularly by youth,

Considering that artists must be able collectively to consider and, if necessary, defend their common interests, and therefore must have the right to be recognized as a professional category and to constitute trade union or professional organizations,

Considering that the development of the arts, the esteem in which they are held and the promotion of arts education depend in large measure on the creativity of artists,

Aware of the complex nature of artistic activity and of the diverse forms it takes and, in particular, of the importance, for the living conditions and the development of the talents of artists, of the protection of their moral and material rights in their works, or performances, or the use made of them, and of the need to extend and reinforce such protection,

Considering the need to endeavour to take account as far as possible of the opinion both of artists and of the people at large in the formulation and implementation of cultural policies and for that purpose to provide them with the means for effective action,

Considering that contemporary artistic expression is presented in public places and that these should be laid out so as to take account of the opinions of the artists concerned,

Considering therefore that there should be close co-operation between architects, contractors and artists in order to lay down aesthetic guidelines for public places which will respond to the requirements of communication and make an effective contribution to the establishment of new and meaningful relationships between the public and its environment,

Taking into account the diversity of circumstances of artists in different countries and within the communities in which they are expected to develop their talents, and the varying significance attributed to their works by the societies in which they are produced,

Convinced nevertheless, that despite such differences, questions of similar concern arise in all countries with regard to the status of the artist, and that a common will and inspiration are called for if a solution is to be found and if the status of the artist is to be improved, which is the intention of this Recommendation,

Taking note of the provisions of the international conventions in force relating, more particularly, to literary and artistic property, and in particular of the Universal Convention and the Bern Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, and of those relating to the protection of the rights of performers, of the resolutions of the General Conference, of the recommendations made by UNESCO's intergovernmental conferences on cultural policies, and of the conventions and recommendations adopted by the International Labour Organisation, listed in the appendix to this Recommendation,

Having before it as item 31 of the agenda of the session, proposals concerning the status of the artist,

Having decided at its twentieth session, that this question should be the subject of a recommendation to Member States,

The General Conference recommends that Member States implement the following provisions, taking whatever legislative or other steps may be required-in conformity with the constitutional practice of each State and the nature of the questions under consideration-to apply the principles and norms set forth in this Recommendation within their respective territories.

For those States which have a federal or non-unitary constitutional system, the General Conference recommends that, with regard to the provisions of this Recommendation the implementation of which comes under the legal jurisdiction of individual constituent States, countries, provinces, cantons or any other territorial and political subdivisions that are not obliged by the constitutional system of the federation to take legislative measures, the federal government be invited to inform the competent authorities of such States, countries, provinces or cantons of the said provisions, with its recommendation for their adoption.

The General Conference recommends that Member States bring this Recommendation to the attention of authorities, institutions and organizations in a position to contribute to improvement of the status of the artist and to foster the participation of artists in cultural life and development.

The General Conference recommends that Member States report to it, on dates and in a manner to be determined by it, on the action they have taken to give effect to this Recommendation.

I. Definitions. – For the purposes of this Recommendation:

1. 'Artist' is taken to mean any person who creates or gives creative expression to, or re-creates works of art, who considers his artistic creation to be an essential part of his life, who contributes in this way to the development of art and culture and who is or asks to be recognized as an artist, whether or not he is bound by any relations of employment or association.

2. The word 'status signifies, on the one hand, the regard accorded to artists, defined as above, in a society, on the basis of the importance attributed to the part they are called upon to play therein and, on the other hand, recognition of the liberties and rights, including moral, economic and social rights, with particular reference to income and social security, which artists should enjoy.

II. Scope of application. – This Recommendation applies to all artists as defined in paragraph I.1, irrespective of the discipline or form of art practised by such artists. These include *inter alia* all creative artists and authors within the meaning of the Universal Copyright Convention and the Bern Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, as well as performers and interpreters within the meaning of the Rome Convention for the Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organizations.

III. Guiding principles. – 1. Member States, recognizing that art reflects, preserves and enriches the cultural identity and spiritual heritage of the various societies, constitutes a universal form of expression and communication and, as a common denominator in ethnic, cultural or religious differences, brings home to everyone the sense of belonging to the human community, should accordingly, and for these purposes, ensure that the population as a whole has access to art.

2. Member States should encourage all activities designed to highlight the action of artists for cultural development, including in particular activities carried out by the mass media and the educational system, and for the employment of leisure for cultural purposes.

3. Member States, recognizing the essential role of art in the life and development of the individual and of society, accordingly have a duty to protect, defend and assist artists and their freedom of creation. For this purpose, they should take all necessary steps to stimulate artistic creativity and the flowering of talent, in particular by adopting measures to secure greater freedom for artists, without which they cannot fulfil their mission, and to improve their status by acknowledging their right to enjoy the fruits of their work. Member States should endeavour by all appropriate means to secure increased participation by artists in decisions concerning the quality of life. By all means at their disposal, Member States should demonstrate and confirm that artistic activities have a part to play in the nations' global development effort to build a juster and more humane society and to live together in circumstances of peace and spiritual enrichment.

4. Member States should ensure, through appropriate legislative means when necessary, that artists have the freedom and the right to establish trade unions and professional organizations of their choosing and to become members of such organizations, if they so wish, and should make it possible for organizations representing artists to participate in the formulation of cultural policies and employment policies, including the professional training of artists, and in the determination of artists conditions of work.

5. At all appropriate levels of national planning, in general, and of planning in the cultural field, in particular, Member States should make arrangements, by close co-

ordination of their policies relating to culture, education and employment among other things, to define a policy for providing assistance and material and moral support for artists and should ensure that public opinion is informed of the justification and the need for such a policy. To that end, education should place due emphasis on the encouragement of artistic awareness, so as to create a public capable of appreciating the work of the artist. Without prejudice to the rights that should be accorded to them under copyright legislation, including resale rights (*droit de suite*) when this is not part of copyright, and under neighbouring rights legislation, artists should enjoy equitable conditions and their profession should be given the public consideration that it merits. Their conditions of work and of employment should be such as to provide opportunities for artists who so wish to devote themselves fully to their artistic activities.

6. Since freedom of expression and communication is the essential prerequisite for all artistic activities, Member States should see that artists are unequivocally accorded the protection provided for in this respect by international and national legislation concerning human rights.

7. In view of the role of artistic activity and creativity in the cultural and overall development of nations, Member States should create conditions enabling artists fully to participate, either individually or through their associations or trade unions, in the life of the communities in which they practise their art. They should associate them in the formulation of local and national cultural policies, thus stressing their important contribution in their own society as well as towards world progress in general.

8. Member States should ensure that all individuals, irrespective of race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, economic status or birth, have the same opportunities to acquire and develop the skills necessary for the complete development and exercise of their artistic talents, to obtain employment, and to exercise their profession without discrimination.

IV. *The vocation and training of the artist.* – 1. Member States should encourage, at school and from an early age, all measures tending to strengthen respect for artistic creation and the discovery and development of artistic vocations, and should bear in mind that, if it is to be effective, the stimulation of artistic creativity calls for provision of the necessary professional training of talent to produce works of outstanding quality. For this purpose, Member States should:

a) take the necessary measures to provide an education designed to stimulate artistic talent and vocation;

b) take all appropriate measures, in association with artists, to ensure that education gives due prominence to the development of artistic sensitivity and so contributes to the training of a public receptive to the expression of art in all its forms;

c) take all appropriate measures, whenever possible, to institute or develop the teaching of particular artistic disciplines;

d) seek by means of incentives, such as the granting of fellowships or paid educational leave, to ensure that artists have the opportunity to bring their knowledge up to date in their own disciplines or in related specialities and fields, to improve their technical skills, to establish contacts which will stimulate creativity, and to undergo retraining so as to have access to and work in other branches of art; for these purposes, Member States should see that appropriate facilities are provided and that those already existing are, where necessary, improved and developed;

e) adopt and develop co-ordinated, comprehensive vocational guidance and training policies and programmes, taking into consideration the particular employment situation of artists and enabling them to enter other sectors of activity if necessary;

f) stimulate artists' participation in the restoration, conservation and use of the cultural heritage in the widest sense of the term, and provide artists with the means of transmitting to future generations the knowledge and artistic skills which they possess;

g) recognize the importance in arts and craft training of the traditional ways of transmitting knowledge and in particular of the initiation practices of various communities, and take all appropriate measures to protect and encourage them;

h) recognize that art education should not be separated from the practice of living art, and see that such education is reoriented in such a way that cultural establishments, theatres, art studios, radio and television broadcasting organizations, etc., play an important part in this type of training and apprenticeship;

i) give particular attention to the development of women's creativity and the encouragement of groups and organizations which seek to promote the role of women in the various branches of artistic activity;

j) recognize that artistic life and the practice of the arts have an international dimension and accordingly provide those engaged in artistic activities with all the means and, in particular, travel and study grants, likely to enable them to establish lively and far-reaching contacts with other cultures;

k) take all appropriate steps to promote the free international movement of artists, and not to hinder the freedom of artists to practise their art in the country of their choice, while ensuring that these do not prejudice the development of endogenous talents and the conditions of work and employment of national artists;

l) give special attention to the needs of traditional artists, in particular by facilitating their travel inside and outside their own country to serve the development of local traditions.

2. As far as possible and without prejudice to the freedom and independence of both artists and educators, Member States should undertake and support initiatives to ensure that artists, during their training, are made aware of their community's cultural identity, including traditional and folk cultures, thereby contributing to the affirmation or revival of that identity and those cultures.

V. Social status. – Member States should promote and protect the status of artists by considering artistic activity, including innovation and research, as a service to the community. They should make it possible for them to enjoy the esteem necessary for the full development of their work and provide the economic safeguards to which artists are entitled as people actively engaged in cultural work. Member States should:

1. Grant artists public recognition in the form best suited to their respective cultural environments and establish a system, where it does not already exist or is inadequately designed, to give artists the prestige to which they are entitled.

2. See that the artist benefits from the rights and protection provided for in international and national legislation relating to human rights.

3. Endeavour to take the necessary steps to see that artists enjoy the same rights as are conferred on a comparable group of the active population by national and international legislation in respect of employment and living and working conditions, and see that self-employed artists enjoy, within reasonable limits, protection as regards income and social security.

4. Recognize the importance of international protection of the rights of artists under the terms of existing conventions and in particular of the Bern Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, the Universal Copyright Convention, and the Rome Convention for the Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organizations, and take all necessary steps to extend the field of application, scope and effectiveness of those instruments, particularly in the case of Member States which have not already done so by considering the possibility of adhering to them.

5. Recognize the right of trade union and professional organizations of artists to represent and defend the interests of their members and give them the opportunity to advise the public authorities on suitable measures for stimulating artistic activity and ensuring its protection and development

VI. Employment, working and living conditions of the artist; professional and trade union organizations. – 1. Being aware of the need to improve the social recognition of artists by according them the moral and material support required to remedy their difficulties, Member States are invited to:

a) consider measures for supporting artists at the beginning of their careers, in particular during the initial period when they are attempting to devote themselves completely to their art;

b) promote the employment of artists in their own disciplines, particularly by devoting a proportion of public expenditure to artistic works;

c) promote artistic activities within the context of development and stimulate public and private demand for the fruits of artistic activity in order to increase opportunities of paid work for artists, *inter alia* by means of subsidies to art institutions, commissions to individual artists, or the organization of artistic events at the local, regional or national levels, and by establishing art funds;

d) identify remunerative posts which could be given to artists without prejudice to their creativity, vocation and freedom of expression and communication, and in particular

i) give artists opportunities in the relevant categories of the educational and social services systems at national and local levels and in libraries, museums, academies and other public institutions;

ii) increase the participation of poets and writers in the overall effort towards the translation of foreign literature;

e) encourage the development of the necessary facilities (museums, concert halls, theatres and other forums) conducive to fostering the dissemination of the arts and the meeting of artists with the public;

f) study the possibility of establishing, within the framework of employment policies or public employment services, effective machinery to assist artists to find jobs and that of adhering to the Fee-Charging Employment Agencies Convention: (revised) (No. 96) of the International Labour Organisation, which is listed in the appendix to this Recommendation.

2. Within the context of a general policy to encourage artistic creativity, cultural development and the promotion and improvement of conditions of employment, Member States are invited, wherever possible, practical and in the interest of the artist, to:

a) encourage and facilitate the application of the standards adopted for various groups of the active population to artists, and ensure that they enjoy all the rights accorded to the corresponding groups in respect of working conditions;

b) seek means of extending to artists the legal protection concerning conditions of work and employment defined by the standards of the International Labour Organisation, in particular the standards relating to:

i) hours of work, weekly rest and paid leave in all fields of activities, more particularly, in the case of performers, taking into consideration the hours spent in travelling and rehearsal as well as those spent in public performance or appearances;

ii) protection of life, health and the working environment;

c) take into consideration the particular problems of artists, in respect of the premises where they work, while at the same time ensuring the preservation of the architectural heritage and the environment and upholding regulations pertaining to safety and health, when administering regulations relative to the alteration of artists' premises where this is in the interests of artistic activity;

d) make provision when necessary for appropriate forms of compensation for artists, preferably in consultation with organizations representing artists and their employers, when, for reasons connected with the nature of the artistic activity undertaken or the artists' employment status, the standards relating to the matters referred to in paragraph 2(b)(i) of this section cannot be observed;

e) recognize that profit-sharing systems, in the form of deferred salaries or shares in the profits of production, may prejudice artists' rights *vis-à-vis* their real incomes and social security entitlement and take appropriate measures in such cases to preserve these rights.

3. With the object of giving specific consideration to the child artist, Member States are invited to take account of the provisions of the United Nations Declaration of the Rights of the Child.

4. Recognizing the part played by professional and trade union organizations in the protection of employment and working conditions, Member States are invited to take appropriate steps to:

a) observe and secure observance of the standards relating to freedom of association, to the right to organize and to collective bargaining, set forth in the international labour conventions listed in the appendix to this Recommendation and ensure that these standards and the general principles on which they are founded may apply to artists;

b) encourage the free establishment of such organizations in disciplines where they do not yet exist;

c) provide opportunities for all such organizations, national or international, without prejudice to the right of freedom of association, to carry out their role to the full.

5. Member States are invited to endeavour within their respective cultural environments to provide the same social protection for employed and self-employed artists as that usually granted respectively to other employed and self-employed groups. Provision should likewise be made for measures to extend appropriate social protection to dependent members of the family. The social security system which Member States may find it well to adopt, improve or supplement should take into consideration the special features of artistic activity, characterized by the intermittent nature of employment and the sharp variations in the incomes of many artists without, however, this entailing a limitation of the artist's freedom to create, publish and disseminate his work. In this context, Member States are invited to consider the adoption of special means of financing social security for artists, for example by resorting to new forms of

financial participation either by the public authorities or by the business undertakings which market or which use the services or works of artists.

6. Recognizing in general that national and international legislation concerning the status of artists is lagging behind the general advances in technology, the development of the media of mass communication, the means of mechanical reproduction of works of art and of performances, the education of the public, and the decisive part played by the cultural industries, Member States are invited to take, wherever necessary, appropriate measures to:

a) ensure that the artist is remunerated for the distribution and commercial exploitation of his work, and provide for the artist to maintain control of his work against unauthorized exploitation, modification or distribution;

b) provide, to the extent possible, for a system guaranteeing the exclusive moral and material rights of artists in respect of any prejudice connected with the technical development of new communication and reproduction media, and of cultural industries; this means, in particular, establishing rights for performers, including circus and variety artists, and puppeteers; in doing so, it would be appropriate to take account of the provisions of the Rome Convention and, with reference to problems arising from the introduction of cable diffusion and videograms, of the Recommendation adopted by the Intergovernmental Committee of the Rome Convention in 1979;

c) compensate any prejudice artists might suffer in consequence of the technical development of new communication and reproduction media and of cultural industries by favouring, for example, publicity for and dissemination of their works, and the creation of posts;

d) ensure that cultural industries benefiting from technological changes, including radio and television organizations and mechanical reproduction undertakings, play their part in the effort to encourage and stimulate artistic creation, for instance by providing new employment opportunities, by publicity, by the dissemination of works, payment of royalties or by any other means judged equitable for artists;

e) assist artists and organizations of artists remedy when they exist, the prejudicial effects on their employment or work opportunities of new technologies.

7. a) Convinced of the uncertainty of artists' incomes and their sudden fluctuations, of the special features of artistic activity and of the fact that many artistic callings can be followed only for a relatively short period of life, Member States are invited to make provision for pension rights for certain categories of artists according to length of career and not the attainment of a certain age and to take into account in their taxation system the particular conditions of artists' work and activity;

b) in order to preserve the health and prolong the professional activity of certain categories of artists (for example ballet dancers, dancers, vocalists) Member States are invited to provide them with adequate medical care not only in the event of incapacity for work but also for the purpose of preventing illness, and to consider the possibility of research into the health problems peculiar to artistic professions;

c) taking into account the fact that a work of art should be considered neither as a consumer good nor as an investment, Member States are invited to consider the possibility of alleviating indirect taxation on works of art and on artistic performances at the time of their creation, dissemination or first sale, and this in the interest of artists or of development of the arts.

8. In view of the growing importance of international exchanges of works of art, and contacts between artists, and the need to encourage them, Member States separately or collectively, without prejudice to the development of national cultures, are invited to:

a) assist free circulation of such work by, *inter alia*, flexible customs arrangements and concessions in relation to import duties, particularly as regards temporary importation;

b) take measures to encourage international travel and exchange by artists, giving due attention to visiting national artists.

VII. Cultural policies and participation. – Member States should endeavour, in accordance with paragraphs III.7 and V.5 of this Recommendation, to take appropriate measures to have the opinions of artists and the professional and trade union organizations representing them, as well as of the people at large, in the spirit of UNESCO Recommendation on Participation by the People at Large in Cultural Life and their Contribution to it, taken carefully into account in the formulation and execution of their cultural policies. To this end, they are invited to make the necessary arrangements for artists and their organizations to participate in discussions, decision-making processes and the subsequent implementation of measures aimed, *inter alia*, at:

a) the enhancement of the status of artists in society, for example measures relating to the employment and working and living conditions of the artist, to the provision of material and moral support for artistic activities by the public authorities, and to the professional training of the artist;

b) the promotion of culture and art within the community, for example measures relating to cultural development, to the protection and effective presentation of the cultural heritage, including folklore and the other activities of traditional artists, to cultural identity, to relevant aspects of environmental issues and the use of leisure, and to the place of culture and art in education;

c) the encouragement of international cultural co-operation, for example measures relating to the dissemination and translation of works, to the exchange of works and of persons, and to the organization of regional or international cultural events.

VIII. Utilization and implementation of this Recommendation. – 1. Member States should strive to extend and supplement their own action in respect of the status of the artist by co-operating with all the national or international organizations whose activities are related to the objectives of this Recommendation, in particular with National Commissions for UNESCO, national and international artists organizations, the International Labour Office and the World Intellectual Property Organization.

2. Member States should, by the most appropriate means, support the work of the above-mentioned bodies representing artists and enlist their professional co-operation to enable artists to benefit from the provisions set forth in this Recommendation and to obtain recognition of the status described herein.

IX. Existing advantages. – Where artists enjoy, in certain respects, a status which is more favourable than that provided for in this

Recommendation, its terms shall not in any case be invoked to diminish the advantages already acquired or directly or indirectly to affect them.